



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 30 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GENERALE DE POTERIES D'ALSACE

DIETRICHMATT
67430 Diemeringen

Références : 24-658_0006700032_SP/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 novembre 2024 de l'établissement GENERALE DE POTERIES D'ALSACE implanté DIETRICHMATT à Diemeringen (67430) Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GENERALE DE POTERIES D'ALSACE
- DIETRICHMATT 67430 Diemeringen
- Code AIOT : 0006700032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Générale de Poteries d'Alsace (GPA) a été autorisée par arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 à exploiter une installation de fabrication de poteries. La société a cessé ses activités depuis 2012. Le 26 avril 2016, Me Evelyne GALL-HENG a été nommée liquidateur judiciaire de la société par décision de justice .

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	compatibilité avec l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 16/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité. L'usage futur retenu au titre de l'article D-556-1-A du Code de l'environnement est un "autre usage" correspondant à une centrale photovoltaïque. L'exploitant doit démontrer la compatibilité du site avec l'usage futur retenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : (...) <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> (...)
Constats : <p>Le site ne comporte plus de déchets liés à l'activité de GPA.</p> <p>La majorité des bâtiments a été démolie. Seul un hangar subsiste. Le site est clôturé et les substances ou sources d'énergie potentiellement à l'origine d'incendie ou d'explosion ont été supprimées.</p> <p>Le site a fait l'objet d'un diagnostic environnemental qui indique la présence d'hydrocarbures totaux HCT C10-C40 et notamment des fractions lourdes ainsi que des traces de métaux dans les sols.</p> <p>La mise en sécurité du site est réalisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : consultation sur l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Autre, consultation sur l'usage futur
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il</p>

transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

Constats :

L'exploitant/ propriétaire représenté par le liquidateur a consulté la mairie de Diemeringen sur l'usage futur du site GPA.

L'exploitant propose la mise en place d'une centrale photovoltaïque, ce qui correspond à un usage futur « autre usage » au titre de l'article D-556-1-A du Code de l'environnement.

Par courrier du 12 mars 2020, la mairie de Diemeringen a donné son accord pour cet usage futur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : compatibilité avec l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3

Thème(s) : Autre, compatibilité avec l'usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Constats :

Un diagnostic de pollution a été établi par la société BURGEAP.

Les investigations réalisées mettent en évidence la présence de traces de métaux (baryum, cuivre, mercure, plomb ou zinc), la présence généralisée d'hydrocarbures totaux (C10-C40) sur le site avec majoritairement des fractions lourdes, les deux spots les plus pollués correspondants à un classement en installation de stockage de déchets non dangereux.

L'étude transmise ne comporte pas d'analyse résiduelle des risques sanitaires et ne conclut pas sur la compatibilité du site avec l'usage futur retenu, soit un "autre usage" correspondant à une installation photovoltaïque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son dossier afin de justifier de la compatibilité du site avec l'usage futur retenu soit un "autre usage" correspondant à une installation photovoltaïque.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois